

# RAPPORT **ENSEMBLE** 2020-2021



RAPPORT **ENSEMBLE**  
2020-2021



# TABLE DES MATIÈRES

Mot de la présidente du Fonds en fiducie de la CTF/FCE.....	1
Mot du directeur du Programme de coopération internationale et de justice sociale.....	5
Fonds en fiducie de la CTF/FCE.....	9
Répercussions de la COVID-19 sur le Programme de coopération internationale de la CTF/FCE.....	11
Programme de coopération internationale.....	13
Action enseignante pour l'apprentissage.....	14
Organisations membres.....	15
Action enseignante pour l'enseignement.....	16
Projet outre-mer.....	17
Action enseignante pour l'égalité des genres.....	19
Action enseignante à l'appui des organisations de l'enseignement.....	20
Programme de justice sociale.....	23
Imagineaction.....	24
Séminaire sur la justice sociale.....	24
La résilience des jeunes à l'ère numérique.....	25
Cahiers de discussion présentant la voix des élèves.....	26
Projet Simameni.....	27
Fonds pour l'innovation et la transformation.....	30
Prix.....	31
Prix Norm Goble de la Journée mondiale des enseignantes et des enseignants.....	32
Prix de reconnaissance des bénévoles.....	32
État des résultats.....	33



# **MOT**

**DE LA PRÉSIDENTE DU FONDS  
EN FIDUCIE DE LA CTF/FCE**



Comme bien d'autres au Canada et ailleurs dans le monde, j'ai dû travailler de la maison pendant les nombreux mois de la pandémie de COVID-19 et même la plus grosse partie de mon mandat de présidente du Fonds en fiducie de la Fédération canadienne des enseignantes et des enseignants (CTF/FCE). Même si la pandémie a restreint mes déplacements et mes interactions en personne, j'ai eu la chance de suivre les activités du Programme de coopération internationale et de justice sociale de la CTF/FCE et d'en voir les retombées pour le personnel enseignant, les autres travailleurs et travailleuses de l'éducation, et les organisations qui les représentent, au Canada et à l'étranger.

Le 100<sup>e</sup> anniversaire de la CTF/FCE, célébré en 2020, a été une excellente occasion de réfléchir aux réalisations de ses programmes de coopération internationale et de justice sociale. Au fil des ans, des milliers d'enseignantes et enseignants, de travailleurs et travailleuses de l'éducation et de membres du personnel des organisations membres de la CTF/FCE ont participé à titre bénévole aux activités à l'étranger, où ils ont travaillé solidairement aux côtés de leurs collègues de divers pays de l'hémisphère Sud. Quantité de classes, d'écoles et de communautés du Canada ont aussi profité des ressources et des services mis à leur disposition par la Fédération dans le domaine de la justice sociale. Et tandis que la CTF/FCE entame son nouveau centenaire, nous espérons qu'elle poursuivra ce travail d'une importance primordiale.

Dans la dernière année, nous avons évidemment dû reporter nos activités en face-à-face avec nos collègues des projets de développement, mais nous avons eu le plaisir de décerner à Owen Fortosky, de la Fédération des enseignantes et enseignants de la Saskatchewan, le Prix de reconnaissance des bénévoles du

Programme de coopération internationale de la CTF/FCE pour 2020-2021. Pendant 14 ans, Owen Fortosky s'est donné corps et âme au travail de coopération et de développement international de la CTF/FCE. De toute évidence, il se distingue par une expérience vaste et approfondie, et il a beaucoup fait pour que la CTF/FCE atteigne ses objectifs dans divers pays, dont le Guyana, l'Inde, la Dominique et l'Ouganda. Merci, Owen, et toutes nos félicitations!

J'aimerais remercier sincèrement la société Johnson Assurance qui appuie depuis longtemps et avec beaucoup de générosité le Programme de justice sociale. Je suis aussi reconnaissante aux organisations membres de la CTF/FCE, dont les contributions volontaires au Fonds en fiducie rendent tout ce travail de coopération internationale possible. Et puis je tiens à souligner la persévérance dont font preuve nos organisations partenaires de l'hémisphère Sud, que la pandémie n'a pas réussi à ébranler dans leur volonté d'assurer une éducation de qualité et de protéger les droits du personnel enseignant. Pour finir, je veux dire toute mon appréciation aux fidéicommissaires du Fonds en fiducie de la CTF/FCE ainsi qu'aux membres du personnel du Programme de coopération internationale et de justice sociale pour le travail exceptionnel qu'ils ont fait en 2020-2021. Dans toutes les régions du Canada et dans de nombreux pays du monde, les efforts de cette équipe aussi motivée qu'elle est petite sont reconnus et ses résultats, appréciés.



« Nous, enseignantes et enseignants, avons pour responsabilité de retourner à nos écoles, d’y encourager les filles à atteindre leurs objectifs et d’aller chercher et ramener les filles qui ont dû abandonner. »

Ayerango Beatrice, récipiendaire d’une bourse pour les femmes, Ouganda

L’année 2020-2021 et celles qui vont suivre seront peut-être les plus importantes de la longue histoire des programmes de coopération internationale et de justice sociale de la CTF/FCE. En effet, dans le sillage de la pandémie, il faudra du temps pour restaurer et réformer les structures politique, économique et sociale du Canada et d’autres pays. La CTF/FCE est soucieuse de continuer à travailler en solidarité avec d’autres personnes et organisations du monde de l’éducation et du mouvement syndical pour aider à créer, au Canada et à l’étranger, des communautés plus équitables, plus prospères, plus pacifiques et en meilleure santé. L’éducation et la justice sociale sont des pierres angulaires de ces communautés dont les enseignantes et enseignants, avec les organisations qui les représentent, sont les maçons.

Alors que la pandémie continue de faire sentir ses effets sur tous les aspects de nos vies, le titre de ce document — le *Rapport Ensemble* — prend une signification particulière. La COVID-19 nous a appris que, bien souvent, les solutions aux problèmes ne résultent pas de l’action d’une seule personne ou organisation, ni même d’un seul pays. Depuis le début de la pandémie, nous avons constaté maintes et maintes fois que la responsabilité d’affronter les obstacles, de trouver les solutions et de passer à l’action est collective. Et c’est en collaborant que nous pourrons relever les défis de la pandémie et mieux préparer l’avenir. Et donc, malgré l’incertitude des mois et des années à venir, nous poursuivrons notre travail avec nos organisations membres, leurs enseignantes et enseignants et les autres travailleurs et travailleuses de l’éducation, avec l’Internationale de l’Éducation, avec nos organisations partenaires à l’étranger, avec le gouvernement du Canada et avec les organisations de la société civile au Canada et ailleurs. Ensemble, nous irons de l’avant!

Shelley L. Morse



**MOT** DU DIRECTEUR DU  
PROGRAMME DE COOPÉRATION  
INTERNATIONALE ET DE  
JUSTICE SOCIALE



**La pandémie de COVID-19, qui s'est étalée sur tout l'exercice financier 2020-2021 du Fonds en fiducie de la CTF/FCE, a eu des effets dévastateurs sur les politiques, les économies et les sociétés du monde entier. Elle a entraîné des changements dans les systèmes d'éducation et bouleversé les façons de faire des enseignantes et enseignants et des organisations de l'enseignement au cœur de ces systèmes, au Canada et dans le reste du monde. Le Programme de coopération internationale et de justice sociale de la CTF/FCE n'a pas échappé, lui non plus, à la nécessité de s'adapter aux nouvelles réalités.**

Les restrictions imposées aux voyages pendant la pandémie ont fait qu'aucune enseignante ni aucun enseignant n'est venu à Ottawa pour participer à notre Séminaire pilote sur la justice sociale. Pour la première fois depuis 1962, le Projet outre-mer (PO) de 2020 n'a pas eu lieu puisque les frontières internationales étaient fermées et les grosses réunions interdites. En Ouganda, les activités scolaires qui devaient cibler les filles et les jeunes femmes ont été remises à plus tard en raison de la fermeture des écoles. Au Burkina Faso, en Haïti et en Inde, les programmes ont été suspendus ou ont changé de forme.

D'un autre côté, la pandémie nous a obligés à faire preuve de créativité et à garder l'esprit ouvert aux possibilités nouvelles. Le Séminaire sur la justice sociale, conçu pour réunir des enseignantes et enseignants de tout le pays, s'est transformé en une série de rencontres virtuelles. Nous avons aussi commencé à produire un cinquième cahier de la collection La voix des élèves qui sera consacré à la diversité des genres. Sur la scène internationale, nous avons collaboré plus étroitement avec

l'Internationale de l'Éducation et des consortiums d'organisations régionales comme le Réseau africain des femmes en éducation. Nous avons en outre commencé à tâter le terrain en vue de travailler avec des organisations de l'enseignement au Mali et en Mauritanie. Nous avons revu nos plans pour permettre à nos partenaires indiens de réaliser leurs activités en toute sécurité pendant la pandémie. Et, en transférant une plus grande part de la responsabilité des projets à nos partenaires du Togo, nous avons découvert des moyens de rendre les projets plus durables. Nous avons obtenu une autre subvention de l'administration fédérale pour un projet avec la Gambie afin d'y améliorer les conditions de vie et de travail des enseignantes des régions rurales et éloignées.

Tout en relevant les défis posés par la COVID, le Programme de coopération internationale et de justice sociale a ajouté plusieurs autres réalisations à son actif en 2020-2021. Dans un effort concerté et coordonné pour dénoncer et prévenir la privatisation et la commercialisation de l'éducation dans le monde, le Fonds en fiducie de la CTF/FCE a accordé une aide financière et technique à l'Internationale de l'Éducation pour lancer la campagne du Mouvement mondial de réponse



« N'importe quel élève, garçon ou fille, peut apprendre et réussir si on le place dans un contexte qui lui permet d'explorer ses talents et aptitudes. »

Ogwali Patrick, inspecteur principal, Direction des normes de l'éducation,  
ministère de l'Éducation et des Sports, Ouganda

dans la région des Caraïbes. En outre, malgré les énormes obstacles engendrés par la pandémie, nous avons tenu les premières activités du projet quinquennal Simameni dont l'objectif est d'améliorer l'instruction des filles et des jeunes femmes en Ouganda. Par ailleurs, la CTF/FCE a été fière de travailler en étroite collaboration avec l'organisation Repaires jeunesse du Canada avec qui elle a organisé et tenu, à point nommé, une conférence virtuelle sur la résilience des jeunes à l'ère numérique, où on a traité des moyens de préserver la sécurité et le bien-être des enfants et des jeunes dans le cyberspace.

Toutes ces réalisations ont été rendues possibles grâce à une équipe remarquable, dotée d'un optimisme et d'une détermination qui sont venus à bout des énormes difficultés semées par la pandémie. Je tiens à féliciter Jamilee Baroud — engagée à contrat entre octobre 2020 et mars 2021 — ainsi que Salwa Maadarani, Beverley Park, Sandy Plamondon et Wes Delve, à qui j'exprime aussi toute mon admiration et mon estime.

Au nom de cette équipe, j'aimerais remercier les fidéicommissaires du Fonds en fiducie pour la direction qu'ils ont assurée pendant l'année. Je veux témoigner toute ma gratitude et mon estime à la présidente du Fonds en fiducie, Shelley L. Morse, et aux fidéicommissaires Sam Hammond, Clint Johnston, Monica Rusnak, Craig Hicks et Joel Swaan. Forts de leurs conseils, nous avons pu continuer à répondre aux besoins des enseignantes et enseignants et des organisations de l'enseignement au Canada et ailleurs dans le monde, tandis que tout au long de l'année, la pandémie nous rappelait toute l'importance et les bienfaits de la solidarité.



Daniel Martin



# FONDS EN FIDUCIE DE LA CTF/FCE



Le Fonds en fiducie de la CTF/FCE est la principale source de financement du Programme de coopération internationale et de justice sociale de la Fédération. Le budget du Fonds en fiducie, comparable de par sa structure au budget général de la CTF/FCE, donne une bonne idée des produits et charges correspondant aux diverses activités du Programme. Les fidéicommissaires, présidés par le président ou la présidente de la CTF/FCE, se réunissent quatre fois par an afin de recevoir les rapports et comptes rendus, de donner une orientation aux activités et de prendre les décisions nécessaires concernant les dépenses.

## Fidéicommissaires

---

### **Shelley L. Morse**

Présidente de la CTF/FCE et  
présidente des fidéicommissaires

### **Monica Rusnak**

FEEO

### **Sam Hammond**

Président désigné de la CTF/FCE

### **Craig Hicks**

NLTA

### **Clint Johnston**

Vice-président de la CTF/FCE

### **Joel Swaan**

MTS

---

« Quand elles restent plus longtemps à l'école, les filles ont accès à davantage d'information et sont ensuite en mesure d'influencer leurs communautés une fois de retour à la maison. »

Joan Aja, spécialiste de l'égalité des genres, Ouganda



# **CONSÉQUENCES**

**DE LA COVID-19 POUR LE  
PROGRAMME DE COOPÉRATION  
INTERNATIONALE DE LA CTF/FCE**

En très peu de temps, la pandémie de COVID-19 a complètement bouleversé de nombreux aspects du travail de coopération au développement que la CTF/FCE voulait réaliser avec ses organisations partenaires de l'hémisphère Sud pendant l'exercice 2020-2021. Si elle a semé des embûches, elle a aussi ouvert des possibilités pour l'équipe. Une chose est sûre, un grand nombre de nos activités et projets habituels n'ont pas pu aller de l'avant comme prévu et nous avons dû apprendre à gérer nos programmes internationaux différemment. La pandémie nous a obligés à repenser nos activités habituelles et à trouver comment faire notre travail quotidien autrement et, peut-être, plus efficacement.

Même si la pandémie a empêché la CTF/FCE de faire des plans précis et à long terme pour ses programmes et activités de coopération internationale, tout au long de l'exercice financier 2020-2021, nous avons continué :

### **1. de travailler dans l'axe de la mission**

de la CTF/FCE, c'est-à-dire « promouvoir et appuyer une éducation publique inclusive de qualité, financée par l'État, [...] de défendre l'enseignement comme profession et de militer en faveur de l'octroi de ressources suffisantes, des droits des travailleurs et travailleuses, et de la justice sociale au Canada et dans le monde entier »;

**2. de renforcer nos relations** avec l'Internationale de l'Éducation, une fédération mondiale qui représente le personnel enseignant et les autres travailleurs et travailleuses de l'éducation, ainsi qu'avec ses bureaux régionaux en Afrique, en Asie, en Amérique latine et aux Caraïbes;

**3. de témoigner notre solidarité à nos organisations partenaires** de l'hémisphère Sud dans leurs luttes pour défendre le droit à l'éducation, les droits des travailleurs et travailleuses, et les droits de la personne en général;

**4. de faciliter la mise en œuvre de programmes de perfectionnement professionnel pertinents** à l'intention des enseignantes et enseignants et des autres travailleurs et travailleuses de l'éducation, de favoriser l'égalité des genres et l'autonomisation des filles et des femmes, et de soutenir le renforcement des capacités et le développement du leadership chez les organisations de l'enseignement;

### **5. de contribuer à l'atteinte**

des Objectifs de développement durable des Nations Unies n° 4 (Éducation de qualité) et n° 5 (Égalité entre les sexes).

Les pages qui suivent font un survol des difficultés rencontrées par le Programme de coopération internationale pendant l'exercice 2020-2021 et des succès qu'il a remportés.



# PROGRAMME DE COOPÉRATION INTERNATIONALE

## ACTION ENSEIGNANTE POUR L'APPRENTISSAGE

Sous le vocable d'Action enseignante pour l'apprentissage (AEA), le Programme de coopération internationale de la CTF/FCE comporte trois secteurs principaux d'activités. Le premier, l'Action enseignante pour l'enseignement (AEE), vise le perfectionnement professionnel du personnel enseignant par le personnel enseignant. Le deuxième, l'Action enseignante pour l'égalité des genres (AEEG), amène la CTF/FCE à travailler avec ses organisations partenaires pour promouvoir l'égalité des genres et l'autonomisation des filles et des femmes. Le troisième, l'Action enseignante à l'appui des organisations de l'enseignement (AEOE), cible plutôt les organisations partenaires et le renforcement de leurs capacités. Par ses activités dans les trois secteurs, la CTF/FCE collabore avec des organisations nationales de l'enseignement de l'hémisphère Sud pour promouvoir et protéger une éducation publique inclusive de grande qualité, financée par l'État.

Le financement des activités de l'AEA nous vient des contributions volontaires des organisations membres de la CTF/FCE. À celles-ci s'ajoutent des subventions de l'administration fédérale, des contributions d'organisations canadiennes aux intérêts convergents et des dons de particuliers. Et puis des bénévoles apportent un soutien appréciable aux programmes internationaux de la CTF/FCE auxquels elles servent de personnes-ressources. Finalement, même si les voyages à l'étranger n'ont pas été possibles pendant l'exercice financier 2020-2021, des enseignantes et enseignants et des membres du personnel de nos organisations membres nous ont apporté, comme chaque année, une aide bénévole précieuse dans la planification, la mise en œuvre et l'évaluation de nos activités avec nos organisations partenaires en Asie, en Afrique, en Amérique latine et aux Caraïbes.

Le tableau ci-dessous donne la liste des partenaires de la CTF/FCE à l'étranger et les secteurs d'activités — l'AEE, l'AEEG et l'AEOE — dans lesquels nous collaborons :

PARTENAIRES À L'ÉTRANGER	AEE	AEEG	AEOE
All India Primary Teachers' Federation (AIPTF)			
Caribbean Union of Teachers (CUT)			
Comité syndical francophone de l'éducation et de la formation (CSFEF)			
Confédération Nationale des Éducatrices et Éducateurs d'Haïti (CNEH)			
Fédération des Syndicats de l'Éducation Nationale du Togo (FESEN)			
Gambia Teachers' Union (GTU)			
Ghana National Association of Teachers (GNAT)			
National Teachers' Association of Liberia (NTAL)			
Réseau africain des femmes en éducation (RAFED)			
Siège social de l'Internationale de l'Éducation (IE) (Bruxelles)			
Sierra Leone Teachers' Union (SLTU)			
Syndicat National de l'Enseignement Primaire Public du Bénin (SNEP)			
Syndicat National des Enseignants Africains du Burkina (SNEA-B)			
Syndicat National des Enseignants des Écoles Maternelles du Bénin (SYNAEM)			
Syndicat National des Enseignants du Secondaire et du Supérieur du Burkina Faso (SNESS)			
Uganda National Teachers' Union (UNATU)			
Union Nationale des Normaliens/Normaliennes et Éducateurs/Éducatrices d'Haïti (UNNOEH)			

## ORGANISATIONS MEMBRES

Grâce aux généreuses contributions des organisations membres de la CTF/FCE, le programme de l'Action enseignante pour l'apprentissage (AEA) appartient entièrement aux enseignantes et enseignants. Cela fait des membres du personnel enseignant des agentes et agents de changement au cœur du processus d'apprentissage : le changement se fait par la voie de sessions de perfectionnement professionnel de grande qualité offertes par des membres du corps enseignant à leurs collègues; par l'autonomisation des femmes et des filles afin qu'elles puissent jouer un rôle à part entière comme participantes et comme leaders dans leurs écoles et leurs communautés; et aussi par le renforcement des capacités des organisations de l'enseignement. Tout cela fait que la CTF/FCE joue un rôle vraiment unique en son genre, mais aussi que son action pour le développement est extrêmement efficace. L'AEA renforce également les efforts que déploie la CTF/FCE pour lutter contre la commercialisation et la privatisation de l'éducation dans les régions du monde les plus vulnérables aux intérêts privés. En plus des bénévoles du Projet outre-mer, des personnes-ressources, parmi le personnel de nos organisations membres, qui ont une expertise dans divers domaines, interviennent pour nous aider quand nous en avons besoin, ce qui assure la continuité des activités toute l'année.

« Le public en général et les membres de la NTAL comprennent mieux les risques de la commercialisation et de la privatisation de l'éducation publique. Le public et les autres groupes intéressés importants se joignent à la lutte pour obliger le gouvernement du Libéria [à résilier] son engagement contractuel avec des fournisseurs de services à but lucratif. »

Rapport de la NTAL, Libéria





## ACTION ENSEIGNANTE POUR L'ENSEIGNEMENT

Le premier secteur d'activités du Programme de coopération internationale de la CTF/FCE — Action enseignante pour l'enseignement (AEE) — s'intéresse à l'apprentissage et au perfectionnement professionnels du personnel enseignant et des autres travailleurs et travailleuses de l'éducation. Malgré la pandémie, nos organisations partenaires à l'étranger ont réussi à réaliser un certain nombre d'activités à ce chapitre en 2020-2021, avec le soutien financier et technique du Fonds en fiducie de la CTF/FCE.

Au Burkina Faso, le Fonds en fiducie de la CTF/FCE a aidé le SNESS en procédant au deuxième versement prévu pour une activité consacrée à l'éducation en situation de crise. En partenariat avec le SYNAEM au Bénin, pour la deuxième année de suite, le Fonds en fiducie a appuyé une activité sur la fabrication de jouets et de jeux à partir de matériaux locaux. De plus, en Inde, le Programme de perfectionnement professionnel, qui depuis de nombreuses années repose sur la collaboration entre des personnes-ressources du Canada et l'AIPTF, a été présenté dans quatre états. Cette année, en raison de l'interdiction des voyages internationaux, l'AIPTF a assumé une plus grande part de responsabilité dans la planification et la mise en œuvre du programme en y affectant des membres de son propre personnel et ses propres personnes-ressources.

« Le SNEP-Bénin, grâce au financement de la CTF/FCE, a pu renforcer les capacités de ses militants et militantes en leadership syndical féminin, en stratégies de recrutement et en mathématiques. Cette formation a permis aux participantes et participants de revoir leurs méthodologies et leurs pratiques pédagogiques en mathématiques, étant donné que la réussite en mathématiques constitue de nos jours l'un des défis de la profession au Bénin. »

Rapport du SNEP-Bénin

## PROJET OUTRE-MER

Le Projet outre-mer (PO) est le programme phare de l'Action enseignante pour l'enseignement. Pendant plus de 50 ans, la CTF/FCE a envoyé à l'étranger des milliers d'enseignantes et enseignants bénévoles du Canada, pour qu'ils travaillent aux côtés d'éducateurs et éducatrices de pays en développement en Asie, en Afrique, au Moyen-Orient et aux Caraïbes. En partenariat, les enseignantes et enseignants du Canada et leurs collègues de l'étranger ont planifié et animé des centaines d'ateliers de perfectionnement professionnel pour le corps enseignant local. En raison de la pandémie de COVID-19, le PO n'a pas eu lieu en 2020. C'était la première fois depuis la création du programme en 1962 qu'il était annulé. Évidemment, aussi bien les organisations membres de la CTF/FCE que les participantes et participants et nos organisations partenaires de par le monde ont exprimé leurs regrets devant cette décision tout en comprenant son bien-fondé dans les circonstances.

Suite à l'annulation complète du PO de 2020 — pas de bénévoles du Canada et pas de subventions à nos partenaires à l'étranger —, nous avons entamé le nouveau cycle préparatoire du PO de 2021 dans l'espoir qu'en juillet, il pourrait se dérouler selon la formule traditionnelle. Cela dit, le personnel de la CTF/FCE et les fidéicommissaires n'ont pas perdu de vue le risque que la COVID-19 les oblige à annuler le projet pour une deuxième année consécutive. Soucieuse d'informer le plus tôt possible les organisations membres, les participantes et participants du Canada et les partenaires à l'étranger des plans, l'équipe a commencé à examiner les différentes formes, y compris la traditionnelle, que pourrait prendre le PO en 2021.

Tout au long de l'automne 2020, l'équipe a maintenu une communication constante avec les organisations membres et les partenaires à l'étranger et a tenu les participantes et participants du Canada au courant de l'évolution des plans. Elle a surveillé étroitement la progression de la pandémie au Canada et dans le monde, et continué d'aller chercher de l'information, des avis et des conseils auprès des fidéicommissaires et d'autres collègues de la CTF/FCE et des organisations membres.



« Le premier forum a permis aux participantes et participants d'émettre, à travers WhatsApp, leurs appréciations sur les activités de la journée et d'échanger sur les défis à relever pour réussir l'enseignement à distance dans le contexte togolais. »

Rapport de la FESEN, Togo

À leur réunion de décembre 2020, les fidéicommissaires ont finalement pris la difficile décision d'annuler le PO dans sa forme traditionnelle pour 2021. Le personnel a donc commencé à étudier la possibilité d'une solution de rechange. Il a contacté nos organisations partenaires et leur a demandé si elles voulaient et pouvaient organiser leurs propres programmes de perfectionnement professionnel pour le personnel enseignant sans soutien direct sur le terrain des bénévoles du Canada. Par leurs réponses positives, 12 organisations sur 14 nous ont clairement montré l'importance qu'elles accordent à l'apprentissage et à la croissance professionnels et peut-être encore plus en période de pandémie.

Le financement des dépenses associées à ces programmes de remplacement viendra de plusieurs de nos organisations membres qui ont accepté de verser une partie de la contribution qu'elles auraient normalement accordée au PO. L'équipe mettra la dernière main aux plans de mise en œuvre de ces programmes tout au long du printemps et jusqu'au début de l'été 2021. Nos partenaires à l'étranger exécuteront les programmes entre juin et août 2021 et bénéficieront pour ce faire du soutien technique du personnel de la CTF/FCE au besoin.



## ACTION ENSEIGNANTE POUR L'ÉGALITÉ DES GENRES

Le deuxième secteur d'activités du Programme de coopération internationale de la CTF/FCE — Action enseignante pour l'égalité des genres (AEEG) — cherche à promouvoir et à favoriser l'égalité des genres et l'autonomisation des filles et des femmes. La lutte pour l'égalité des genres est devenue particulièrement importante durant la dernière année. En effet, la pandémie de COVID-19 a exacerbé les inégalités sociales et économiques auxquelles se heurtent les filles et les femmes. Comme pour tous les programmes de la CTF/FCE, la planification et la mise en œuvre des activités de l'AEEG ne se sont pas faites sans difficulté. Par exemple, les universités et les écoles de formation pédagogique étant fermées dans les pays où travaillent nos partenaires, nous avons dû suspendre la remise de bourses à des femmes. Et puis les restrictions imposées aux voyages et aux rassemblements nous ont obligés à annuler, retarder ou modifier certaines de nos autres activités de formation.

En revanche, forcés de nous adapter, nous avons réussi à mettre sur pied d'excellentes activités de remplacement. Nos collègues du Togo ont utilisé des fonds qui auraient normalement servi à financer des bourses pour en faire profiter un plus grand nombre de jeunes femmes à qui ils ont proposé une formation sur les communications, la syndicalisation et le leadership. Le Réseau africain des femmes en éducation (RAFED) a complètement revu sa façon de soutenir ses membres et organisé 26 activités nationales séparées en plus de formations aux échelons régional et local. Par ailleurs et même si le principe de l'égalité des genres fait partie intégrante de tous les programmes que nous avons appuyés depuis bon nombre d'années, nous avons aussi cherché de nouvelles possibilités d'encourager l'autonomisation des filles et des jeunes femmes dans le monde. Le projet Simameni en Ouganda (lancé en février 2020) et un nouveau projet en Gambie (dont le financement a été approuvé en mars 2021) témoignent de notre intérêt inébranlable pour l'AEEG. La force et la ténacité des filles et des femmes qui ont bénéficié de ces programmes nous ont inspirés et amenés à explorer des solutions novatrices pendant la pandémie. En travaillant avec ces filles et ces femmes et pour elles, nous voulions qu'elles parviennent à jouir d'une chance égale d'accéder à l'éducation, d'une voix égale dans leurs syndicats et d'une place égale dans la société.

« Je ne participe pas au projet depuis longtemps, mais je vois déjà des résultats et je pense que je réussirai à faire encore plus afin d'améliorer les possibilités pour mes élèves, leurs familles et la société en général. »

Enseignante principale, École secondaire pour filles de Ngora (Ouganda)





## ACTION ENSEIGNANTE À L'APPUI DES ORGANISATIONS DE L'ENSEIGNEMENT

« Les gens ont soif de formation . . . il n'y a pas de recyclage, de formation continue en dehors de la formation initiale . . . Il y a un engouement pour les formations que nous arrivons à réaliser grâce au soutien de la CTF/FCE. »

Rapport du SNESS,  
Burkina Faso

Le troisième secteur d'activités du Programme de coopération internationale de la CTF/FCE — Action enseignante à l'appui des organisations de l'enseignement (AEOE) — se concentre sur le développement du leadership et le renforcement des capacités des organisations de l'enseignement. La CTF/FCE travaille avec ses partenaires à l'étranger à renforcer leurs syndicats par divers moyens. Elle assure un soutien institutionnel en surveillant le déroulement de programmes comme le PO et en en faisant le suivi. Dans le cadre d'ententes bilatérales ou par l'intermédiaire des consortiums de l'IE, la CTF/FCE appuie également des activités de formation précises dans les domaines, notamment, de la recherche, de la planification stratégique, de la collecte de données, du lobbying et de l'action politique, du développement du leadership et des stratégies de communication.

Malgré les difficultés que pose la coopération au développement pendant la pandémie de COVID-19, un grand nombre de nos partenaires à l'étranger ont réussi à proposer un large éventail d'activités de renforcement des capacités. Au Burkina Faso, le SNESS a mis sur pied un important programme de formation sur la négociation syndicale et le SNEA-B a proposé une sorte d'école syndicale pour ses membres de genre féminin et les jeunes. Le SNEA-B a aussi mené des campagnes de recrutement dans de nombreuses régions rurales du pays. En Sierra Leone, notre partenaire, le SLTU, a lancé une campagne à la radio pour rappeler aux enseignantes et enseignants et aux autres travailleurs et travailleuses de l'éducation les protocoles de sécurité face à la COVID-19 et les avantages de la syndicalisation. Membre d'un consortium de partenaires financiers au Libéria, la CTF/FCE a pu aider la NTAL à poursuivre sa lutte contre la privatisation de l'éducation. Au Bénin, le SNEP a organisé une séance de formation sur le leadership avec l'aide de la CTF/FCE tandis qu'au Togo, la FESEN a proposé une formation sur le leadership et les communications aux jeunes femmes membres. En Haïti, nos partenaires, la CNEH et l'UNNOEH, ont réussi à s'installer dans des bureaux. La CTF/FCE a aussi subventionné une étude dans la région des Caraïbes pour appuyer le Mouvement mondial de réponse de l'IE visant à contrer la privatisation et la commercialisation de l'éducation.



## ORGANISATIONS MEMBRES DE LA CTF/FCE

NLTA	Newfoundland and Labrador Teachers' Association
PEITF	Prince Edward Island Teachers' Federation
NSTU	Nova Scotia Teachers Union
NBTA	New Brunswick Teachers' Association
APEQ	Association provinciale des enseignantes et enseignants du Québec
AEFO	Association des enseignantes et des enseignants franco-ontariens
FEEO	Fédération des enseignantes et des enseignants de l'élémentaire de l'Ontario
OECTA	Ontario English Catholic Teachers' Association
OSSTF/FEESO	Fédération des enseignantes-enseignants des écoles secondaires de l'Ontario
MTS	The Manitoba Teachers' Society
FES	Fédération des enseignantes et enseignants de la Saskatchewan
ATA	The Alberta Teachers' Association
FECB	Fédération des enseignantes et enseignants de la Colombie-Britannique
AEY	Association des enseignants et des enseignantes du Yukon
AETNO	Association des enseignants et enseignantes des Territoires du Nord-Ouest (AETNO)
AEN	Association des enseignants et enseignantes du Nunavut

## MEMBRE AFFILIÉE DE LA CTF/FCE

FEO	Fédération des enseignantes et des enseignants de l'Ontario
-----	---

## MEMBRE ASSOCIÉE DE LA CTF/FCE

SEPF	Syndicat des enseignantes et enseignants du programme francophone de la Colombie-Britannique
------	--

## PARTENAIRES DE LA CTF/FCE À L'ÉTRANGER EN 2020-2021

Bénin	Syndicat National de l'Enseignement Primaire Public (SNEP)
	Syndicat National des Enseignants des Écoles Maternelles (SYNAEM)
Burkina Faso	Syndicat National des Enseignants Africains du Burkina (SNEA-B)
	Syndicat National des Enseignants du Secondaire et du Supérieur (SNESS)
Gambie	Gambia Teachers' Union (GTU)
Ghana	Ghana National Association of Teachers (GNAT)
Haïti	Confédération Nationale des Éducatrices et Éducateurs d'Haïti (CNEH)
	Union Nationale des Normaliens/Normaliennes et Éducateurs/Éducatrices d'Haïti (UNNOEH)
Inde	All India Primary Teachers' Federation (AIPTF)
Libéria	National Teachers' Association of Liberia (NTAL)
Ouganda	Uganda National Teachers' Union (UNATU)
Sierra Leone	Sierra Leone Teachers' Union (SLTU)
Togo	Fédération des Syndicats de l'Éducation Nationale (FESEN)

## PARTENAIRES RÉGIONAUX DE LA CTF/FCE EN 2020-2021

IE	Siège social de l'Internationale de l'Éducation (Bruxelles)
CSFEF	Comité syndical francophone de l'éducation et de la formation
CUT	Caribbean Union of Teachers

## RÉSEAU DES FEMMES DE LA CTF/FCE EN 2020-2021

RAFED	Réseau africain des femmes en éducation
-------	---





# PROGRAMME DE JUSTICE SOCIALE



## IMAGINEACTION

Imagineaction est le nom du Programme de justice sociale de la CTF/FCE. Chaque année, la société Johnson Assurance accorde une généreuse subvention au Programme.

## SÉMINAIRE SUR LA JUSTICE SOCIALE



« J'ai trouvé formidable de pouvoir m'associer à ce merveilleux groupe de personnes des quatre coins du Canada. Et j'ai compris à quel point, tous et toutes, nous poursuivons le même objectif : faire que notre monde devienne plus équitable, plus tolérant et globalement meilleur. »

Participant, Séminaire sur la justice sociale

En 2020-2021, nous avons mis de côté des fonds pour couvrir les dépenses d'un projet pilote de Séminaire sur la justice sociale. Le Séminaire lui-même, une initiative conjointe de la CTF/FCE et de la Commission canadienne pour l'UNESCO, visait à réunir un petit groupe de quelque 40 enseignantes et enseignants désireux d'intégrer les thèmes des droits de la personne, de la justice sociale et de la citoyenneté mondiale dans leurs activités en classe, à l'école et dans la communauté. En mars 2020, l'écllosion de la pandémie de COVID-19 a entraîné l'annulation de l'évènement pilote une semaine à peine avant qu'il ait lieu.

« Je veux voir comment je pourrais exploiter les effets produits à l'intérieur de l'école pour les propager dans la communauté. »

Participant, Séminaire sur la justice sociale

Toujours sous la menace de la COVID-19, le Séminaire sur la justice sociale de la CTF/FCE–Commission canadienne pour l'UNESCO a finalement eu lieu, mais sous la forme de trois séances virtuelles, le 28 novembre 2020, le 20 janvier 2021 et le 24 mars 2021, grâce à une collaboration avec la Fondation Aga Khan Canada et la Croix-Rouge canadienne. Les participantes et participants sélectionnés par les organisations membres de la CTF/FCE dans toutes les régions du Canada ont posé des questions, échangé des points de vue, assisté à des présentations, exploré des ressources et planifié des activités. Ils ont pu échanger, parler de leurs expériences, se familiariser davantage avec les programmes et les ressources que des organisations canadiennes ont créés sur les droits de la personne et la justice sociale, et planifier des projets et des activités pour leurs classes, leurs écoles et leurs communautés.

La CTF/FCE et les organisations qui ont collaboré avec elle au projet ont été impressionnées par l'enthousiasme débordant, la passion et la volonté d'agir dont les participantes et participants ont fait preuve à chacune des séances.

## LA RÉSILIENCE DES JEUNES À L'ÈRE NUMÉRIQUE

L'année 2020-2021 a aussi été l'occasion pour la CTF/FCE de commencer à collaborer avec un autre organisme et de proposer des ressources et des services utiles au personnel enseignant, aux parents et aux élèves pendant la pandémie. Subventionné par Emploi et Développement social Canada, le projet La résilience des jeunes à l'ère numérique est le fruit d'une collaboration entre la CTF/FCE et Repaires jeunesse du Canada. L'objectif en était de bâtir une relation fructueuse entre divers organismes canadiens qui travaillent à la sécurité des jeunes en ligne; de réunir et de faire connaître des ressources en ligne sûres, équitables et accessibles à l'intention des enfants et des jeunes du Canada; et de développer chez ces mêmes enfants et jeunes les compétences et habiletés nécessaires pour bien évaluer les risques du cyberspace et savoir comment s'en protéger.

Le projet prévoyait la création de pages Web accessibles au public et l'organisation d'une conférence virtuelle de cinq jours qu'une coalition de dix organismes canadiens a tenue en février 2021. Les pages Web et les webinaires, qui ciblaient les enfants, les jeunes, les enseignantes et enseignants, les parents et les prestataires de services à la jeunesse, ont été conçus et produits par les organismes de la coalition : Actua, le Centre canadien de protection de l'enfance, Connexions Nord, Indspire, Jays Care Foundation, Kids Boost Immunity, Jeunesse, J'écoute, HabiloMédias, Respect Group et Variety Ontario.

La résilience  
des jeunes  
à l'ère numérique 

 CTF/FCE



Boys & Girls Clubs of Canada  
Repairs jeunesse du Canada

Les pages Web et la Conférence ont focalisé sur la littératie numérique et la sécurité en ligne pour les enfants et les jeunes, des questions d'une pertinence encore plus grande en cette longue période de pandémie. Les divers organismes membres de la coalition ont échangé de l'information sur des sujets divers dont le repérage de l'information trompeuse en ligne, la création de communautés sûres en ligne, l'élimination des iniquités numériques et la santé mentale des jeunes du Canada sous l'angle numérique.

## CAHIERS DE DISCUSSION PRÉSENTANT LA VOIX DES ÉLÈVES

Le travail s'est poursuivi sur le cinquième cahier de la collection La voix des élèves qui portera le titre *La diversité des genres, c'est un fait!*. Même si, au printemps de 2020, nous avons préparé les questions de discussion et trouvé les classes prêtes à participer, l'arrivée de la COVID-19 nous a fait prendre du retard. Cela dit, et malgré les difficultés, des classes de langue anglaise et française se sont prêtées à l'exercice qui a permis d'élaborer le cahier. Cette précieuse ressource paraîtra à l'été 2021, soit pendant le prochain exercice du Fonds en fiducie.





# PROJET SIMAMENI



## LE PROJET SIMAMENI :

# ENSEMBLE POUR L'ÉDUCATION SECONDAIRE DES FILLES EN OUGANDA

a pour objectif d'améliorer l'accès des filles à l'éducation, la persévérance scolaire de celles-ci et les possibilités éducatives qui s'offrent à elles dans 24 écoles secondaires de communautés sélectionnées dans les régions ougandaises de l'Ouest et de Teso. Subventionné par Affaires mondiales Canada, ce projet quinquennal est dirigé par la CTF/FCE en collaboration avec son partenaire de longue date, le Uganda National Teachers' Union (UNATU).

Un mois après le lancement en beauté du projet Simameni en février 2020, le gouvernement ougandais a imposé la fermeture des écoles et renvoyé à la maison des millions d'élèves dans l'espoir de prévenir la propagation du virus de la COVID-19. Il nous a donc fallu mettre le projet de côté. Cela a été temporaire, néanmoins, parce que l'équipe de Simameni, composée d'employées et employés de la CTF/FCE et du UNATU, s'est retroussée les manches face aux difficultés de taille et inattendues apportées par la pandémie et a remis le cap sur l'amélioration des conditions dans les écoles pour en faire des lieux plus sûrs, plus adaptés et plus accueillants pour les filles. Par les activités mises en œuvre, l'équipe a aussi influencé les normes relatives au genre et soutenu l'adoption de politiques qui encouragent les familles et les communautés à appuyer l'instruction des filles.

Parmi les réalisations dignes de mention en 2020-2021 figurent l'organisation de séances d'information sur l'avantage d'instruire les filles avec des personnages influents des milieux religieux, politiques, communautaires et éducatifs; le lancement de campagnes radiophoniques, de campagnes de sensibilisation communautaires et de campagnes locales pour inciter les filles à retourner à l'école; sans oublier les réunions organisées avec des organismes de la société civile locale pour explorer les possibilités de collaboration et de soutien mutuel. À ces activités se sont ajoutées des séances de formation pour les enseignantes et enseignants chefs d'équipe afin de créer avec eux des plans d'amélioration des écoles; des ateliers à l'intention du personnel enseignant sur l'utilisation de matériel, de stratégies et d'activités qui tiennent compte des sexes; et des ateliers de gestion de l'hygiène menstruelle dans la perspective de veiller à la bonne santé, à la sécurité et à la dignité des filles et des jeunes femmes.

Malgré les obstacles érigés par la pandémie, l'équipe de Simameni a réussi à travailler avec les enseignantes et enseignants, les chefs d'équipe et les autres intervenantes et intervenants du milieu de l'éducation, particulièrement bien



placés pour amener des changements, mais aussi avec les parents et les membres influents des communautés dont relève la décision d'instruire les enfants. En collaborant avec le ministère de l'Éducation et des Sports, le personnel des écoles et les décideurs politiques et sociaux locaux, l'équipe du projet Simameni s'est rapprochée de son objectif d'assurer une instruction mieux adaptée aux besoins des filles dans les écoles ciblées par le projet. Tandis que l'Ouganda comme le reste du monde continue de gérer les effets de la pandémie, l'équipe de Simameni fait fructifier les graines semées en 2020 pour rendre les écoles plus accueillantes, plus sécuritaires et plus adaptées pour les filles.

La pandémie a mis en évidence l'urgence des actions comme celle du projet Simameni. Les progrès enregistrés de peine et de misère en faveur de l'instruction des filles depuis les dernières décennies risquent d'être anéantis par la COVID-19. Les filles, surtout au palier secondaire, auront d'énormes obstacles à surmonter pour retourner à l'école, pendant la pandémie ou après. Il sera fondamental, pour assurer un bon redémarrage dans les communautés et les pays, d'avoir en place un système éducatif de grande qualité, capable de former la prochaine génération de dirigeantes. Pour arriver à des sociétés plus saines, plus inclusives, plus prospères et plus équitables, il faut que les filles et les jeunes femmes retournent à l'école et y poursuivent leurs études jusqu'au bout.

« Quand ce projet sera fini, cette région ne sera plus la même. »

Agent de développement communautaire du district de Kamwenge, Ouganda



## FONDS POUR L'INNOVATION ET LA TRANSFORMATION

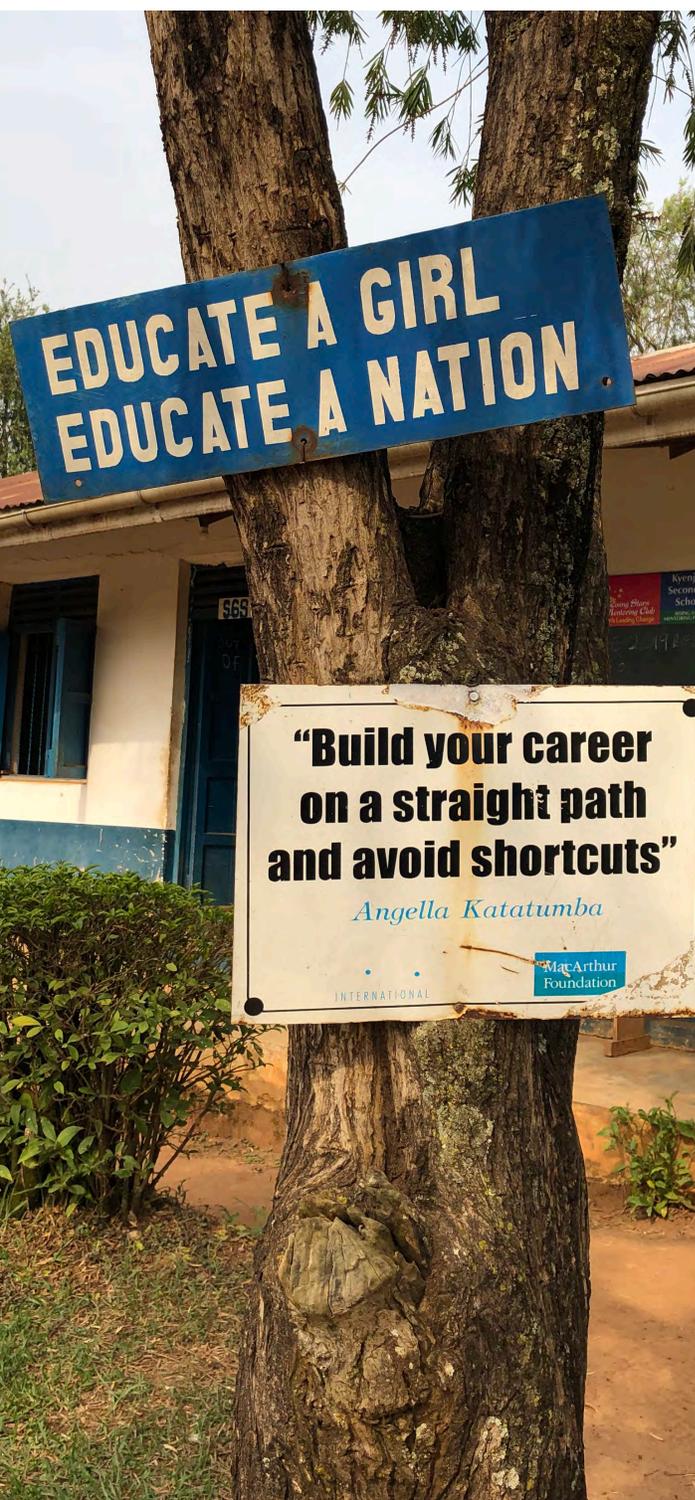
Projet du Conseil manitobain pour la coopération internationale, le Fonds pour l'innovation et la transformation a pour rôle de soutenir les organismes du Canada de petite et moyenne taille qui mettent à l'essai des méthodes novatrices de faire avancer les pays en développement sur la voie de l'égalité des genres. Son but est d'entretenir une culture du travail qui permet à ces organismes de faire des expériences, d'échouer, de s'adapter et de recommencer. Il bénéficie d'un

financement d'Affaires mondiales Canada et les projets qu'il soutient s'étendent sur une période de 6 à 15 mois.

En mars 2021, la CTF/FCE a appris qu'elle faisait partie des 13 organismes de petite et moyenne taille dont la note conceptuelle puis la proposition avaient été sélectionnées pour recevoir une subvention (sur les 50 candidats). Le projet approuvé, que nous réaliserons dans le cadre de l'Action enseignante pour l'égalité des genres sur une période de 15 mois en partenariat avec le Gambia Teachers' Union, a pour titre *Mobile technology: Mentoring and professional learning communities for women teachers in The Gambia* (la technologie mobile : le mentorat et les communautés d'apprentissage professionnelles pour les enseignantes de Gambie). L'objectif en est de soutenir les enseignantes en début de carrière qui travaillent dans des régions rurales et éloignées de Gambie. Nous pensons qu'en reliant ces femmes à des communautés d'apprentissage professionnelles et à des mentors, chose que la technologie mobile rend possible, nous leur permettrons de se sentir moins isolées et plus confiantes, et augmenterons les chances qu'elles poursuivent leur carrière en enseignement.

« Nous sommes très reconnaissants du soutien que nous recevons de nos intervenantes et intervenants pour le projet Simameni. Ensemble, continuons de travailler aux côtés de nos frères et sœurs du Canada pour défendre les droits des filles à poursuivre des études secondaires. »

Président national du UNATU, Ouganda





# PRIX

## PRIX NORM GOBLE DE LA JOURNÉE MONDIALE DES ENSEIGNANTES ET DES ENSEIGNANTS

Le Prix Norm Goble est remis chaque année pour aider nos partenaires à l'étranger à organiser des activités à l'occasion de la Journée mondiale des enseignantes et des enseignants. Le thème en 2020 était « Enseigner pour un monde meilleur : Ensemble, avec force et solidarité ». Malgré les difficultés qui ont accompagné la pandémie, six de nos organisations partenaires ont soumis leur candidature.

C'est le UNATU, en Ouganda, qui a remporté le prix de 2020, d'une valeur de 1 000 \$. Il a encouragé l'organisation, par des membres du corps enseignant et des communautés scolaires, de trois cérémonies publiques de plantation d'arbres, symboles de la croissance.

En plus d'embellir les cours d'école à court terme, les arbres offriront à l'avenir un endroit ombragé où il sera possible de faire la classe et d'aménager des coins favorables à l'apprentissage. En plus de la plantation des arbres, une cérémonie officielle s'est déroulée, marquée par des discours et des spectacles qui ont mis à l'honneur l'éducation et la profession enseignante.

Des mentions honorables, qui se sont accompagnées chacune de 500 \$, ont été décernées à la NTAL au Libéria pour ses activités de célébration de la profession enseignante et au SLTU en Sierra Leone pour sa campagne radiophonique et le panel organisé sur le thème de l'éducation et de l'enseignement.



## PRIX DE RECONNAISSANCE DES BÉNÉVOLES

Le Prix de reconnaissance des bénévoles du Programme de coopération internationale de la Fédération canadienne des enseignantes et des enseignants (CTF/FCE) a été créé en 2007. Il rend hommage aux enseignantes et enseignants ou encore aux membres du personnel des organisations membres de la CTF/FCE qui, par leur travail bénévole, apportent une contribution remarquable au Programme de coopération internationale de la CTF/FCE.

Les fidéicommissaires du Fonds en fiducie de la CTF/FCE ont décidé de décerner le prix de 2021 à Owen Fortosky, de la Fédération des enseignantes et des enseignants de la Saskatchewan (FES). Owen Fortosky a participé à six reprises au Projet outre-mer (PO) entre 1999 et 2012. Il est allé en Afrique et aux Caraïbes et, cinq fois, il a assumé les fonctions de chef d'équipe. Il a aussi servi de personne-ressource pour le projet mené en Inde en 2008. En 2013, il a apporté son concours à la refonte et au renforcement du programme de coopération au développement après que la CTF/FCE eut perdu sa source fédérale de financement. Le personnel de la CTF/FCE et les bénévoles, passés et présents, sans oublier un grand nombre de nos organisations partenaires, gardent beaucoup de souvenirs très positifs d'Owen Fortosky : comme participant au PO et chef d'équipe, comme personne-ressource en perfectionnement professionnel

auprès des organisations partenaires avec lesquelles il a collaboré et pour l'influence positive qu'il savait exercer de manière très posée sur les autres participantes et participants et chefs d'équipe du PO. Depuis son dernier passage au PO, il a continué de nous soutenir dans notre travail en encourageant et en guidant les participantes et participants du PO envoyés par la FES et d'autres organisations membres.





# ÉTAT DES RÉSULTATS

## FONDS EN FIDUCIE DE LA CTF/FCE

Pour l'exercice terminé le 31 mars	2020				2019
	Fonds du Programme de coopération internationale	Caisse d'aide internationale	Fonds d'Imagineaction	Total	Total
<b>PRODUITS</b>					
<b>Contributions</b>					
Organisations membres de la CTF/FCE	1 059 611 \$	- \$	- \$	1 059 611 \$	808 218 \$
Autre	-	-	23 110	23 110	37 828
Affaires mondiales Canada	104 243			104 243	
Produits financiers	(48 587)	(1 062)	(3 431)	(53 080)	45 609
Valeur des services bénévoles	1 014 444	-		1 014 444	812 592
Autre	2 306	-		2 306	992
<b>Total — Produits</b>	<b>2 132 017</b>	<b>(1 062)</b>	<b>19 679</b>	<b>2 150 634</b>	<b>1 705 239</b>
<b>CHARGES</b>					
<b>Coûts directs des programmes</b>					
Projet outre-mer	586 938	-	-	586 938	537 647
Action enseignante pour l'apprentissage	432 567	-	-	432 567	236 219
Simameni	104 287			104 287	
Prix	-	2 000		2 000	1 500
Autres programmes	-	-	19 679	19 679	39 500
Aide d'urgence	-				13 004
<b>Autres charges</b>					
Services de direction et Communications	10 874	-	-	10 894	12 199
Frais généraux administratifs	43 911	-	-	43 911	44 933
Valeur des services bénévoles	1 014 444	-	-	1 014 444	812 592
<b>Total — Charges</b>	<b>2 193 041</b>	<b>2 000</b>	<b>19 679</b>	<b>2 214 720</b>	<b>1 724 594</b>
<b>Excédent (déficit) de l'exercice</b>	<b>(61 024) \$</b>	<b>(3 062) \$</b>	<b>- \$</b>	<b>(64 086) \$</b>	<b>(19 355) \$</b>

« Un syndicat qui mène des activités dans l'intérêt de ses membres et surtout pour sa corporation reçoit le soutien des membres, de la communauté et surtout des autorités. Ainsi le SYNAEM-Bénin avec l'appui de la CTF/FCE a fait œuvre utile. Par conséquent, il a impacté positivement le système éducatif béninois et surtout l'éducation de la petite enfance qui est le parent pauvre du système éducatif au Bénin. »

Rapport du SYNAEM-Bénin

Le Fonds en fiducie de la CTF/FCE a été établi par celle-ci pour permettre à la profession enseignante du Canada de réaliser des projets dans le domaine de l'éducation au Canada et à l'étranger. Le Fonds est un organisme de bienfaisance enregistré, exempté d'impôt sur le revenu. Les sources de financement du Fonds en fiducie sont principalement les contributions des organisations membres de la CTF/FCE, auxquelles s'ajoutent, de nouveau ces dernières années, des subventions du gouvernement du Canada. Pour offrir des services, le Fonds en fiducie dépend des généreuses contributions financières des organisations membres, des contributions en nature de la CTF/FCE et — les années sans pandémie — du travail bénévole d'enseignantes et enseignants venus de partout au Canada.

Les états financiers du Fonds en fiducie sont préparés selon la méthode de la comptabilité par fonds. Ils donnent une idée générale du Fonds du Programme de coopération internationale, de la Caisse d'aide internationale et du Fonds d'Imagineaction. Le Fonds du Programme de coopération internationale rend compte des produits et charges associés au programme de l'Action enseignante pour l'apprentissage, y compris le Projet outre-mer. La Caisse d'aide internationale sert à répondre aux demandes d'aide matérielle d'organisations affiliées à l'Internationale de l'Éducation et d'autres organisations nationales et internationales reconnues, afin de soulager les populations en cas de catastrophe ou de détresse. Le Fonds d'Imagineaction, financé principalement par les généreuses contributions de Johnson Assurance, soutient le Programme de justice sociale de la CTF/FCE et couvre une petite portion du salaire du personnel.





Fédération canadienne des  
enseignantes et des enseignants

2490, promenade Don Reid  
Ottawa (Ontario) K1H 1E1  
Canada

Téléphone : 613-232-1505  
Ligne sans frais : 1-866-283-1505  
Fax : 613-232-1886

[www.ctf-fce.ca](http://www.ctf-fce.ca)

